L'UE "invite" le gouvernement du Burundi à des consultations à Bruxelles

@rib News, 22/10/2015 â€“ Source AFPDroits de l'Homme: l'UE convie le Burundi Ã des consultations, suspension de l'aide Ã la clÃ©L'UE va Ã©crire au prÃ©sident Pierre Nkurunziza afin de lancer des consultations Ã Bruxelles sur les atteintes la dÃ©mocratie au Burundi, secouÃ© par une grave crise depuis le printemps, une procÃ©dure susceptible de conduire Ã la suspension de l'aide europÃ©enne, a-t-on appris jeudi de sources concordantes.Les 28 pays de l'Union europÃ©enne vont dÃ©cider lundi d'envoyer un courrier au prÃ©sident burundais Ã l'occasion d'une rÃ©union des ministres du DÃ©veloppement mÃªme jour Ã Bruxelles, selon ces sources.

Dans cette lettre, la chef de la diplomatie europÃ©enne, Federica Mogherini, demande des consultations avec les autoritÃ©s burundaises en vue "d'examiner la situation de faÃ§on approfondie et, au besoin, de prendre des mesures pour y remÃ©dier". Mme Mogherini propose de les organiser Ã Bruxelles "Ã une date Ã convenir d'un commun accord". "Le prÃ©sident a un mois pour y rÃ©pondre et Ã l'issue, on engage des consultations pendant 120 jours pour traiter des sujets de prÃ©occupation", a expliquÃ© un diplomate. "Au cas oÃ¹ Ã§a se passe mal, la sanction sera la suspension de la coopÃ©ration", a-t-il ajoutÃ©, prÃ©cisant toutefois que seule l'aide aux projets du gouvernement, et non celle apportÃ©e directement Ã la sociÃ©tÃ© civile, serait alors concernÃ©e. "Les consultations permettront au Burundi de prÃ©senter le programme du gouvernement, notamment en ce qui concerne les principes dÃ©mocratiques, les droits de l'homme et la gouvernance", prÃ©cise le courrier de Mme Mogherini. De telles consultations sur les atteintes Ã la dÃ©mocratie, aux droits de l'Homme et Ã l'Etat de droit sont prÃ©vues par l'article 96 des accords de Cotonou, qui rÃ©gissent la coopÃ©ration entre l'UE et les pays de la zone ACP (Afrique-CaraÃ¯bes-Pacifique). Elles peuvent Ãªtre demandÃ©es lorsqu'une des parties considÃ¨re qu'un pays ne respecte pas ses engagements dÃ©mocratiques. L'UE a adoptÃ© dÃ©but octobre des sanctions contre quatre personnes au Burundi en raison de leur implication dans la rÃ©pression de manifestants qui ont protestÃ© depuis avril contre la rÃ©Ã©lection de M. Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat, et dans les violences contre des opposants et la sociÃ©tÃ© civile dans le pays.